

Programme

d'action 2011

PÔLE DE RESSOURCES VILLE ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL
VAL D'OISE



SOMMAIRE

Introduction générale	4
<hr/>	
Pilotage et animation des CUCS	5
Actions	5
1. Approches thématiques des CUCS - groupe de travail des chefs de projet	5
2. Groupe d'échanges des chefs de projet CUCS	5
Habitat et rénovation urbaine	6
<hr/>	
Options d'intervention retenues	6
Actions	6
1. Gestion urbaine de proximité - groupe de travail	6
2. Ateliers du logement	6
3. Évaluation des clauses d'insertion dans les PRU - groupe de travail	7
4. Groupe de travail des chefs de projet PRU	7
5. Atelier d'échanges sur les coopérations entre démarches de prévention de la délinquance et GUP	7
Éducation et soutien à la parentalité	8
<hr/>	
Options d'intervention retenues	8
Actions	8
1. Analyse des pratiques professionnelles - groupe de travail des équipes PRE	8
2. Groupe de travail permanent des coordinateurs PRE	9
3. Atelier d'échanges sur les coopérations entre démarches de réussite éducative et de santé	9
4. Autres actions envisagées	9
Santé	10
<hr/>	
Options d'intervention retenues	10
Actions	10
1. Précarité(s) et souffrances psychosociales - cycle de qualification (et autres interventions)	10
2. Samedi des élu(e)s « Santé : l'enjeu de l'implication des collectivités locales »	10
3. Atelier d'échanges sur les coopérations entre démarches de réussite éducative et de santé	11
Emploi	11
<hr/>	
Options d'intervention retenues	11
Actions	12
1. Repérage des freins à l'emploi - groupe de travail (étude-diagnostic)	12
2. Politiques et dispositifs emploi-formation-insertion - cycle de qualification	12
3. Élaborer et conduire des stratégies territoriales de développement économique et d'emploi - groupe de travail (engagement de la démarche)	12
Prévention de la délinquance	13
<hr/>	
Options d'intervention retenues	13
Actions	13
1. Atelier d'échanges sur les coopérations entre démarches de prévention de la délinquance et GUP	13
2. Samedi des élu(e)s sur la prévention de la délinquance	14
Développement durable	14
<hr/>	
Options d'intervention retenues	14
Actions	14
1. Rénovation urbaine et développement durable - ateliers d'expérimentation	14

Médiation sociale et accès au(x) droit(s)	15
Options d'intervention retenues	15
Actions	15
1. Groupe d'échanges de pratiques des médiateurs adultes-relais	15
2. Accès au droit et autonomie des familles - cycle de qualification	16
3. Appui à une démarche de mise en réseau des écrivains publics val d'oisien	16
Prévention et lutte contre les discriminations (LCD)	17
Options d'intervention retenues	17
Actions	17
1. Appui au Plan intercommunal de prévention et de lutte contre les discriminations (Est Val d'Oise)	17
2. Samedi des élu(e)s « La collectivité locale comme cadre pertinent pour lutter contre les discriminations »	18
3. Lutte contre les discriminations et pratiques professionnelles - cycle de qualification	18
Associations et développement social territorial	19
Options d'intervention retenues	19
Actions	19
1. Environnement local et méthodologie de projet appliquée - ateliers	19
2. Expérimentation sur les modes de coopération locale entre associations et institutions	19
Participation et place des habitants dans la Politique de la ville	20
Options d'intervention retenues	20
Actions	20
1. Démocratie participative - ateliers d'échanges et de présentation d'expériences	20
2. Contribution à l'élaboration d'un rapport sur la perception des quartiers de la Politique de la ville, à partir de la parole et de l'expertise des habitants (partenariat Féd. Dptale des centres sociaux)	21
Jeunesse	21
Options d'intervention retenues	21
Actions	22
1. Politiques et actions locales en matière de jeunesse - groupe de travail	22
2. La place des jeunes dans les structures de proximité - groupes de travail et journée départementale (partenariats FDMJC 95 et Féd. Dptale des centres sociaux)	22
Culture	22
Options d'intervention retenues	22
Actions	23
1. Restitution de la recherche-action « Pratiques culturelles, pratiques citoyennes »	23
Actions programmées en cours d'année	23
1. Petits-déjeuners du Pôle	23
2. Rencontres Observations et territoires	24
3. Politiques publiques : quelles évolutions ? - cycle d'ateliers	24
4. Actions à dimension régionale	24
5. Appui aux initiatives locales	25
Information et documentation	25
1. Service Info-doc	25
2. Centre de documentation	25
3. Lettre mensuelle d'information <i>Résonances</i>	25
4. Site Internet	25
Publications	26
Ville et cohésion sociale - ateliers permanents	26

Introduction générale

Le Pôle de ressources exerce, dans le département du Val d'Oise, une mission d'information, de qualification, d'appui et de mise en réseau de l'ensemble des acteurs impliqués dans la Politique de la ville et le développement social urbain. Ses thèmes de travail relèvent de toutes les problématiques qui concernent la ville et ses habitants. Ses modes d'intervention sont pluriels : cycles de qualification, ateliers thématiques, groupes de travail, journées départementales, présentations de travaux de recherche, études, interventions ponctuelles, publications, Service Info-doc...

En 2011, le travail du Pôle de ressources s'organisera autour d'une dizaine d'axes d'intervention, particulièrement structurants au regard des enjeux et problématiques rencontrés dans les territoires. Inscrits, pour la plupart, dans la continuité des thèmes abordés en 2010, leurs contenus seront renouvelés ou évolutifs, afin de prendre en compte les processus de travail engagés, de nouvelles approches à explorer, d'autres acteurs ou territoires à considérer.

Pour conduire au mieux ces différents chantiers, le Pôle de ressources utilisera divers modes d'intervention, et s'appuiera sur des principes d'action inchangés - la rencontre entre acteurs issus de structures, sites d'intervention et métiers différents, la production de connaissances à partir de l'échange des pratiques et l'apport d'expertises, la valorisation des expériences locales et l'ouverture à d'autres expériences hors département, ou encore l'appui aux stratégies d'intervention des acteurs (plutôt qu'à la seule gestion des dispositifs ou actions) -.

Parmi les nouveaux chantiers et les démarches spécifiques, à noter en 2011, la reprise des Samedis des élu(e)s, l'opérationnalisation d'une expérimentation portant sur les modes de coopération locale entre associations et institutions, ou encore l'appui renouvelé au Plan intercommunal de prévention et de lutte contre les discriminations de l'Est Val d'Oise.

Une attention particulière sera par ailleurs portée à la mise en lien, sur des sujets d'intérêt partagé, des acteurs en charge des différents dispositifs de la Politique de la ville (GUP, CLSPD, PRE, ASV...), afin de prévenir une tendance au cloisonnement parfois constaté des dispositifs entre eux (voir dans le programme - ateliers d'échanges sur les coopérations possibles).

Enfin, le Pôle de ressources initiera un nouveau rendez-vous, pour se donner la possibilité de repenser et réinterroger les fondamentaux de la Politique de la ville, pour approcher de nouvelles façons d'appréhender le territoire et les enjeux de développement social urbain. Dans le cadre d'ateliers permanents, l'objectif sera d'inviter les acteurs du Val d'Oise à se départir des logiques de sectorisation (entre l'urbain, le social, l'économique et le culturel notamment), pour fédérer les idées et échanger autour d'une seule ambition partagée, la ville (ou l'intercommunalité), en tant que territoire de fabrication de cohésion sociale.

Pilotage et animation des CUCS

Dans le département du Val d'Oise, 27 communes sont concernées par une contractualisation CUCS, donnant lieu à 11 contrats communaux ou intercommunaux.¹ Depuis la phase d'élaboration et de démarrage de ces contrats, fin 2006-début 2007, le Pôle de ressources propose différents niveaux et espaces de travail dédiés, en matière d'accompagnement et de qualification des chefs de projet et de leurs équipes.

Actions

1. Approches thématiques des CUCS - groupe de travail des chefs de projet

Dans le contexte des deux dernières années 2009-10 de probable achèvement de la première génération des CUCS et de renouvellement de la géographie prioritaire, le Pôle de ressources avait orienté son appui sur deux enjeux fondamentaux pour les territoires - l'évaluation des contrats, et l'élaboration de projets territoriaux de cohésion sociale à même d'anticiper les possibles évolutions attendues de la géographie prioritaire -.

Ce travail achevé et les CUCS ayant été finalement prolongés jusqu'en 2014, le Pôle de ressources propose de recentrer son appui, en 2011-12, sur la mise en œuvre opérationnelle des contrats, à partir des différents thèmes structurants d'intervention. Emploi, éducation, prévention de la délinquance..., un groupe de travail sera proposé aux chefs de projet, afin d'approfondir et partager ensemble la compréhension de ces thèmes (enjeux, délimitations, problématiques...), les stratégies d'intervention qui peuvent en découler, ainsi que les démarches développées sur les territoires.

Date ou période envisagée : année 2011

Nombre de séances : 3

Publics : chefs de projet CUCS

Territoire : département

2. Groupe d'échanges des chefs de projet CUCS

Cet espace de travail, souple dans son organisation et dans la détermination de ses objets, consacrera des temps d'échanges sur les pratiques professionnelles, ainsi que des temps d'information et de discussion autour de l'actualité de la Politique de la ville.

Date ou période envisagée : année 2011

Nombre de séances : 2 à 3 séances

Publics : chefs de projet CUCS

Territoire : département

¹ CUCS intercommunaux : Communauté d'agglomération d'Argenteuil - Bezons (2 communes) ; Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise (7 communes : Cergy, Éragny-sur-Oise, Jouy-le-Moutier, Osny, Pontoise, Saint-Ouen-l'Aumône, Vauréal) ; Communauté d'Agglomération de la Vallée de Montmorency « Cavam » (4 communes : Deuil-la-Barre, Saint-Gratien, Soisy-sous-Montmorency, Montmagny) ; Communauté d'agglomération « Val et Forêt » (2 communes de l'intercommunalité : Ermont, Eaubonne) ; Communauté d'agglomération du Val de France (4 communes : Arnouville-lès-Gonesse, Garges-lès-Gonesse, Sarcelles, Villiers-le-Bel). CUCS communaux : Franconville ; Fosses ; Gonesse ; Goussainville ; Montigny-lès-Cormeilles ; Persan ; Sannois ; Taverny.

Habitat et rénovation urbaine

Options d'intervention retenues

Les projets de rénovation urbaine (PRU) concernent dans le Val d'Oise 13 villes.² Les enjeux liés à la réussite de ces projets dépassent le strict volet du bâti. Au-delà de sa mission première d'amélioration de l'habitat et du cadre de vie, la rénovation urbaine s'inscrit, de façon plus globale, dans une démarche de renouvellement urbain prenant en compte plusieurs problématiques liées au développement social du territoire. Dans le prolongement de 2010, le Pôle de ressources traitera plus particulièrement des problématiques liant la rénovation urbaine à l'insertion, la gestion urbaine de proximité, et le développement durable. L'après PRU pourra par ailleurs constituer un nouvel axe d'intervention, au regard des enjeux que la fin des opérations de rénovation imposent aux premiers territoires concernés.

Aux côtés des PRU, la problématique du logement, dans un département comme le Val d'Oise, touche également aux questions d'équilibre entre parc privé et parc social, de forte tension du marché du logement, de capacité opérationnelle des intercommunalités, ou encore de dégradation de la situation socio-économique des habitants des ZUS (baisse du taux de rotation, accès à la propriété limité)... Face à cette complexité, le Pôle de ressources conduira également des actions plus générales d'apports de connaissances sur la question du logement.

Actions

1. Gestion urbaine de proximité - groupe de travail

Le Pôle de ressources anime depuis décembre 2009 un groupe de travail visant à renforcer les échanges et la capacité des professionnels des territoires (collectivités, bailleurs) à appréhender la gestion urbaine de proximité comme outil de développement local, et outil de pérennisation des investissements réalisés dans le cadre des PRU.

Après une première phase d'acquisitions et de partage de contenus liés aux stratégies, thèmes et méthodes d'intervention, l'animation de ce groupe sera poursuivie en 2011 autour de l'expérimentation d'outils et de démarches afin, notamment, de mettre en pratique les enseignements collectivement tirés en 2010.

Date ou période envisagée : année 2011

Nombre de séances : 3

Publics : professionnels des collectivités locales, bailleurs, agents de l'Etat

Territoire : département

2. Ateliers du logement

Au regard de la massification des difficultés de logement rencontrées dans le Val d'Oise, le Pôle de ressources proposera, dans le cadre de partenariats avec les acteurs investis dans ce champ, la poursuite d'un cycle d'ateliers engagé en 2010, visant à interroger la place dévolue aux outils, dispositifs et démarches existants, à en identifier les spécificités, l'intérêt et les limites, ainsi que les moyens nécessaires pour aller plus loin. Parmi les thèmes qui seront traités en 2011 : le logement des jeunes.

² PRU : Gonesse, Saint-Ouen-l'Aumône, Argenteuil, Bezons, Garges-lès-Gonesse, Cergy, Goussainville, Villiers-le-Bel, Deuil-la-Barre / Montmagny, Fosses, Persan, Sarcelles.

Date ou période envisagée : année 2011
Nombre de séances : 2 à 3
Publics : professionnels des collectivités locales, bailleurs sociaux, associations, Etat...
Territoire : département
Intervenants : cabinet FORS et autres experts

3. Évaluation des clauses d'insertion dans les PRU - groupe de travail

L'activation de leviers en faveur de l'insertion dans les PRU est possible. Elle rencontre cependant de fortes difficultés d'application, entre coordination de la démarche, coopération d'acteurs aux cultures professionnelles différentes et accompagnement des parcours d'insertion.

Un groupe de travail, mis en place depuis février 2007, a pour objet de contribuer au renforcement des compétences des chargés de mission ou autres acteurs directement en charge de la coordination des dispositifs de clauses d'insertion. En 2011, il sera l'occasion, au regard des attentes formulées par ses membres, d'engager une réflexion partagée sur les modes d'évaluation de la mise en œuvre des clauses d'insertion.

Date ou période envisagée : premier semestre
Nombre de séances : 2
Publics : chargés de mission « Clauses d'insertion », structures d'insertion, bailleurs sociaux, Etat, services de l'emploi, chefs de projet CUCS...
Territoire : département
Partenariat : DIRECCTE du Val d'Oise

4. Groupe de travail des chefs de projet PRU

À la demande de plusieurs chefs de projet PRU, le Pôle de ressources proposera un espace d'échanges et de travail dédié, pour permettre de partager réflexions, expériences et outils. Des visites de sites pourront par ailleurs être envisagées. Au regard des études et évaluations de ces dernières années, l'enjeu d'une approche globale intégrée, qui puisse davantage fédérer les volets urbains et sociaux, sera notamment travaillé.

Cette démarche veillera à s'inscrire dans le cadre d'un partenariat avec les représentants de l'ANRU nationaux et territoriaux, également intéressés par une mise en réseau des sites en rénovation urbaine.

Date ou période envisagée : année 2011
Nombre de séances : 2
Publics : chefs de projet PRU
Territoire : département
Partenariats envisagés : ANRU et DDT (Préfecture du Val d'Oise)

5. Atelier d'échanges sur les coopérations entre démarches de prévention de la délinquance et gestion urbaine de proximité

La Politique de la ville, le développement social urbain, préconisent un traitement global et intégré des problématiques repérées sur un territoire, par l'entremise d'un certain nombre de principes d'action parmi lesquels la transversalité et la pluridisciplinarité d'intervention. Or, si ces deux principes s'appliquent dans chacun des dispositifs de la Politique de la ville (PRE, ASV,

CLSPD, GUP...), ils apparaissent moins effectifs entre les dispositifs eux-mêmes, qui bien souvent se développent au sein d'une même collectivité de façon séparée et isolée.

Pour éviter que les groupes de travail par dispositif initiés et animés par le Pôle de ressources ne contribuent, dans la durée, à renforcer ce cloisonnement, il est envisagé la tenue d'un atelier qui réunira coordinateurs de gestion urbaine de proximité (GUP) et coordinateurs des C(I)LSPD.³

Date ou période envisagée : année 2011

Nombre de séances : 1

Publics : coordinateurs des dispositifs CLSPD et GUP

Territoire : département

Éducation et soutien à la parentalité

Options d'intervention retenues

15 projets de Réussite éducative⁴ sont actifs dans le Val d'Oise. Pour accompagner la réflexion des équipes, promouvoir le partage d'expériences et l'élaboration collective, le Pôle de ressources anime un groupe de travail depuis juillet 2005. Cette animation se poursuivra en 2011 sous diverses formes, à partir d'une programmation de contenus définie conjointement avec les coordinateurs PRE.

Par ailleurs, le Pôle de ressources conduira d'autres actions plus ponctuelles d'appui, en direction des professionnels concernés par les questions éducatives, comme dans le cadre par exemple du dispositif CIVIQ (Conseil général) ou du REAAP 95.

Actions

1. Analyse des pratiques professionnelles - groupe de travail des équipes PRE

En 2009-10, un travail sur les pratiques professionnelles a été mené avec des équipes PRE, à partir de l'analyse de situations rencontrées sur le terrain (approches contextuelle et systémique). Il poursuivait plusieurs objectifs : renforcer et développer les compétences des équipes, renouveler les modes d'analyse des pratiques professionnelles, alimenter la réflexion collective, développer la démarche de travail en réseau engagée entre les différents PRE.

En 2011, les matériaux recueillis dans le cadre de ce travail donneront lieu à la réalisation d'une publication-recueil restituant, sous forme de récits, une dizaine de retranscriptions de situations analysées collectivement. Objectif de cette publication, élaborée en lien avec les équipes PRE : faire mieux comprendre et valoir, auprès des acteurs et institutions (voire auprès des familles non encore accompagnées), les différents modes et plus values d'intervention des PRE.

Date ou période envisagée : premier semestre 2011

Nombre de séances : 2

³ Action également évoquée dans le chapitre « Prévention de la délinquance », page 13.

⁴ PRE du Val d'Oise : Sarcelles, Persan, Gonesse, Goussainville, Deuil-la-Barre, Pontoise, Soisy-sous-Montmorency, Montmagny, Saint-Ouen-l'Aumône, Cergy, Éragny-sur-Oise, Argenteuil, Garges-lès-Gonesse, Villiers-le-Bel, Montigny-les-Cormeilles.

Publics : coordinateurs et équipes PRE
Territoire : département
Intervenant : Association École et famille

2. Groupe de travail permanent des coordinateurs PRE

Cet espace de travail, souple dans son organisation et dans la détermination de ses objets, consacrera des temps d'échanges sur les pratiques professionnelles, ainsi que des temps d'information liés à l'actualité de la Politique de la ville.

Des séances sont notamment envisagées sur le thème des « nouveaux métiers » que les PRE ont contribué à faire émerger - référents de parcours, coordinateurs... L'objectif sera ainsi de définir collectivement des termes de référence, des éléments de professionnalité, ou encore des possibles équivalences de fonction, afin de permettre aux professionnels concernés, de mieux situer et valoriser leur expérience en termes d'évolution professionnelle.

Date ou période envisagée : année 2011
Nombre de séances : 3
Publics : coordinateurs PRE
Territoire : département

3. Atelier d'échanges sur les coopérations entre démarches de réussite éducative et de santé

La Politique de la ville, le développement social urbain, préconisent un traitement global et intégré des problématiques repérées sur un territoire, par l'entremise d'un certain nombre de principes d'action parmi lesquels la transversalité et la pluridisciplinarité d'intervention. Or, si ces deux principes s'appliquent dans chacun des dispositifs de la Politique de la ville (PRE, ASV, CLSPD, GUP...), ils apparaissent moins effectifs entre les dispositifs eux-mêmes, qui bien souvent se développent au sein d'une même collectivité de façon séparée et isolée.

Pour éviter que les groupes de travail par dispositif initiés et animés par le Pôle de ressources ne contribuent, dans la durée, à renforcer ce cloisonnement, il est envisagé la tenue d'un atelier sur le thème de la santé avec les coordinateurs PRE et ASV.⁵

Date ou période envisagée : année 2011
Nombre de séances : 1
Publics : coordinateurs des dispositifs PRE et ASV
Territoire : département

4. Autres actions envisagées

Parmi les autres actions envisagées, une Journée départementale d'échanges autour de la réussite éducative, et en particulier de l'action réalisée par les PRE ces cinq dernières années, pourrait être organisée (projet encore à l'étude au moment de l'édition de ce document-programme).

⁵ Action également évoquée dans le chapitre « Santé », page 11.

Santé

Options d'intervention retenues

La santé est depuis toujours restée un parent pauvre de la Politique de la ville. Les démarches de projet relevant de la santé sont généralement ponctuelles ou relativement éparses. Les enjeux sont pourtant forts et rappelés régulièrement par les acteurs de terrain : prévention des conduites à risques, problématiques touchant les enfants et les jeunes (obésité, santé bucco-dentaire, ophtalmologie...), questions de mal être et de santé mentale...

Plusieurs freins ralentissent par ailleurs la mobilisation : la non-visibilité de la pertinence d'une intervention locale sur une thématique dont le champ de compétences paraît relever soit d'autres niveaux, soit de spécialistes ; la difficulté à saisir finement les problématiques de santé et les leviers sur lesquels agir ; la considération encore fort répandue d'une définition stricte de la santé se rapportant à une absence de maladie...

Face à ces constats, le Pôle de ressources engagera en 2011 plusieurs formes d'appui, afin d'offrir un cadre de réflexion collective sur les enjeux locaux de santé publique, d'échange sur les pratiques, et d'analyse des expériences portées dans d'autres territoires.

Actions

1. Précarité(s) et souffrances psychosociales - cycle de qualification (et autres interventions)

De plus en plus de professionnels (conseillers en Mission locale, travailleurs sociaux, animateurs socioculturels...) manifestent une inquiétude et un intérêt grandissant pour les questions de santé associées aux souffrances psychosociales.

Le Pôle de ressources a par conséquent souhaité organiser un cycle de qualification en mesure d'apporter aux professionnels des champs social, éducatif, de l'insertion et sanitaire, des éléments de connaissance et de compréhension des notions, une réflexion sur leur positionnement dans leur structure et au regard d'un territoire et de ses acteurs, ainsi que des pistes et conditions pour le développement de coopérations et de dynamiques locales de prise en charge des souffrances psychosociales.

Date ou période envisagée : 1^{er} et 2 mars 2011

Nombre de séances : 2 jours

Publics : professionnels de la Politique de la ville et du DSU

Territoire : département

NB : En fonction des résultats de ce cycle de qualification et des attentes des participants, un groupe de travail et/ou d'autres formes d'accompagnement (visites sur sites par exemple) pourront venir prolonger le travail ainsi engagé.

2. Samedi des élu(e)s « Santé : l'enjeu de l'implication des collectivités locales »

Les Samedis des élu(e)s visent à proposer des temps spécifiques d'apports et d'échanges entre élus des collectivités inscrites en Politique de la ville, autour de thèmes directement en lien avec leurs préoccupations. L'objectif de cette séance sera de soutenir les élu(e)s dans leur réflexion et de les outiller pour une mise en action au niveau local. Comment impulser une

dynamique, co-construire avec les habitants, mettre en lien les acteurs de santé des territoires, et au regard de quelles priorités ?

Date ou période envisagée : année 2011

Nombre de séances : 1

Publics : élu(e)s des collectivités en Politique de la ville

Territoire : département

3. Atelier d'échanges sur les coopérations entre démarches de réussite éducative et de santé

La Politique de la ville, le développement social urbain, préconisent un traitement global et intégré des problématiques repérées sur un territoire, par l'entremise d'un certain nombre de principes d'action parmi lesquels la transversalité et la pluridisciplinarité d'intervention. Or, si ces deux principes s'appliquent dans chacun des dispositifs de la Politique de la ville (PRE, ASV, CLSPD, GUP...), ils apparaissent moins effectifs entre les dispositifs eux-mêmes, qui bien souvent se développent au sein d'une même collectivité de façon séparée et isolée.

Pour éviter que les groupes de travail par dispositif initiés et animés par le Pôle de ressources ne contribuent, dans la durée, à renforcer ce cloisonnement, il est envisagé la tenue d'un atelier sur le thème de la santé avec les coordinateurs PRE et ASV⁶.

Date ou période envisagée : année 2011

Nombre de séances : 1

Publics : coordinateurs des dispositifs PRE et ASV

Territoire : département

Emploi

Options d'intervention retenues

L'évolution du taux de chômage et la perspective d'une reprise lente de l'activité laissent à penser que les territoires val d'oisiens en Politique de la ville vont connaître une croissance importante de la demande sociale en matière d'emploi, de formation et d'insertion. Cette période de crise économique, marquée par le reflux de l'emploi salarié et par une aggravation de la précarité, aura pour conséquences de rendre plus difficile encore l'accès à l'emploi pour les catégories les plus fragilisées (jeunes de faible niveau de qualification, demandeurs d'emploi de longue durée, publics subissant des discriminations liées à l'origine ou au lieu de résidence...). Elle pourrait même conduire à un retrait d'une partie de ces populations du marché du travail. Elle risque également de poser, de manière encore plus aigue, la question de la durabilité des solutions proposées et donc du maintien dans l'emploi.

Dans ce contexte, le Pôle de ressources envisage la mise en œuvre d'un programme d'action global et intégré sur deux ans (2011-12) qui consistera à appréhender le thème sous différentes natures de contenu : informations et études statistiques ; présentation d'expériences et de pratiques significatives d'acteurs ; apports de la recherche universitaire... Le tout recouvrira un ensemble de rendez-vous et d'espaces de travail (ateliers, groupe de travail, cycle de qualification...), indépendants les uns des autres, mais dont l'articulation et la somme des

⁶ Action également évoquée dans le chapitre « Éducation et soutien à la parentalité », page 9.

productions donneront à voir et à comprendre le thème dans la diversité de ses dimensions et enjeux. À l'issue de la démarche, une séance permettra de restituer l'ensemble des enseignements tirés du programme d'action et une seule publication transversale sera réalisée.

Actions

1. Repérage des freins à l'emploi - groupe de travail (étude diagnostic)

Concevoir des actions locales performantes, au regard du contexte évoqué précédemment, suppose au préalable d'identifier précisément les freins à l'activité, à l'emploi et au maintien dans l'emploi. Derrière cette terminologie générique se cachent des problématiques connues (appréhension du monde du travail, image des métiers, estime de soi, motivation et savoir-être, niveau de formation, mobilité, modes de garde, discriminations...), mais qu'il convient sans doute d'approfondir en fonction des spécificités des publics et des territoires les plus touchés.

Le groupe de travail proposé visera à relier les regards des professionnels, des associations, pour faire dialoguer ces expertises à une échelle départementale. L'objectif sera, en s'appuyant sur les données et études existantes, et les retours d'expériences des acteurs de terrain, de fournir aux opérateurs (Maisons de l'emploi, Missions locales, PLIE, chefs de projet ville...) des analyses précises des besoins des publics assorties de recommandations sur la nature des dispositifs à mettre en place, à conforter ou à faire évoluer.

Date ou période envisagée : année 2011

Nombre de séances : 4 à 5

Publics : acteurs de l'emploi et de l'insertion du Val d'Oise

Territoire : département

Partenariat envisagé : PRISME 95

2. Politiques et dispositifs emploi-formation-insertion - cycle de qualification

La plupart des structures vont faire face à des flux de bénéficiaires plus importants, le plus souvent à moyens (au mieux) constants, qui vont de fait nécessiter le renforcement des procédures de professionnalisation des équipes.

À cet effet, le Pôle de ressources envisage l'organisation d'un cycle de qualification sur la connaissance des politiques et des dispositifs de formation et d'insertion, au regard de leur permanente évolution (contrat unique d'insertion, revenu de solidarité active, réforme de la formation professionnelle...).

Date ou période envisagée : année 2011

Nombre de séances : 2 jours

Public : acteurs de l'emploi et de l'insertion du Val d'Oise

Territoire : département

3. Élaborer et conduire des stratégies territoriales de développement économique et d'emploi - groupe de travail (engagement de la démarche)

La multiplication des structures locales dédiées à l'emploi au cours des années 1990-2000 a conduit à un paysage complexe, caractérisé par des découpages territoriaux qui recoupent plus les périmètres administratifs que ceux des zones d'emploi, en particulier en Ile-de-France.

Aujourd'hui, face, de plus, à des contraintes financières croissantes, les collectivités locales et leurs groupements sont engagés ou sont amenés à s'engager dans d'importantes réorganisations (mutualisations...).

L'ambition de ce groupe de travail inter-territoires serait, alors, de contribuer à un renforcement de la qualification des territoires de projets (en particulier les agglomérations) en matière de diagnostic, de stratégie, de programmation et d'organisation des partenariats dans le champ emploi / formation / insertion. Ce groupe serait ouvert à des expériences hors Val d'Oise, dans le cadre, par exemple, d'un partenariat avec d'autres centres de ressources de la Politique de la ville. L'année 2011 constituera le démarrage de l'ensemble de cette démarche (concertations, établissements des partenariats...), qui se prolongera en 2012.

Date ou période envisagée : année 2011-12

Nombre de séances : 1 à 2

Public : directions et équipes des communautés d'agglomération

Territoire : département

Partenariats envisagés : centres de ressources de la Politique de la ville

Prévention de la délinquance

Options d'intervention retenues

Dans l'appréhension de ce thème particulièrement sensible, l'intervention d'un centre de ressources de la Politique de la ville doit pouvoir tenir compte de plusieurs paramètres, eu égard notamment à la délimitation très variable que les acteurs établissent des champs auxquels le terme générique de prévention de la délinquance renvoie le plus souvent (prévention, sécurité, citoyenneté...), ou aux difficultés parfois rencontrées de mobilisation et de mises au travail partagé de ces différents champs sur ce thème. Le parti pris du Pôle de ressources sera, en 2011, de proposer plusieurs modes d'entrée pour essayer de toucher différents publics, et appréhender les divers questionnements que la prévention de la délinquance pose aux territoires.

Actions

1. Atelier d'échanges sur les coopérations entre démarches de prévention de la délinquance et gestion urbaine de proximité

La Politique de la ville, le développement social urbain, préconisent un traitement global et intégré des problématiques repérées sur un territoire, par l'entremise d'un certain nombre de principes d'action parmi lesquels la transversalité et la pluridisciplinarité d'intervention. Or, si ces deux principes s'appliquent dans chacun des dispositifs de la Politique de la ville (PRE, ASV, CLSPD, GUP...), ils apparaissent moins effectifs entre les dispositifs eux-mêmes, qui bien souvent se développent au sein d'une même collectivité de façon séparée et isolée.

Pour éviter que les groupes de travail par dispositif initiés et animés par le Pôle de ressources ne contribuent, dans la durée, à renforcer ce cloisonnement, il est envisagé la tenue d'un atelier qui réunira coordinateurs des gestions urbaines de proximité (GUP) et coordinateurs des C(I)LSPD.⁷

⁷ Action également évoquée dans le chapitre « Habitat et rénovation urbaine », page 7.

Date ou période envisagée : année 2011
Nombre de séances : 1
Public : coordinateurs des dispositifs CLSPD et GUP
Territoire : département

NB : D'autres projets d'actions sur ce thème sont, à la date de réalisation de ce document-programme, en cours d'élaboration.

2. Samedi des élu(e)s sur la prévention de la délinquance

Les Samedis des élu(e)s visent à proposer des temps spécifiques d'apports et d'échanges entre élus des collectivités inscrites en Politique de la ville, autour de thèmes directement en lien avec leurs préoccupations. L'objectif de cette séance sera de soutenir les élu(e)s dans leur réflexion et de les outiller pour une mise en action au niveau local.

Date ou période envisagée : année 2011
Nombre de séances : 1
Publics : élu(e)s des collectivités en Politique de la ville
Territoire : département

Développement durable

Options d'intervention retenues

La Politique de la ville n'échappe pas à l'obligation de penser et d'agir « développement durable », mais elle paraît plus difficile encore à mettre en oeuvre dans un contexte de grands ensembles particulièrement éloignés des normes « Qualité » et habités par des populations qui subissent de plein fouet « l'inégalité écologique » et la dégradation de leur milieu de vie. Le Pôle de ressources conduira des actions de qualification et de sensibilisation en direction de l'ensemble des acteurs investis dans la Politique de la ville et le développement durable.

Actions

1. Rénovation urbaine et développement durable - ateliers d'expérimentation

Après une période de démarrage, la phase de montée en puissance des Projets de rénovation urbaine (PRU) a permis de constater certaines difficultés concernant la prise en compte de démarches de développement durable, en dehors du volet strictement environnemental. Comment, dès lors, la rénovation urbaine peut-elle contribuer au développement durable dans les quartiers en recomposition, ou, au contraire, passer à côté de ses potentialités ? Sur quels objets et à partir de quelles interventions ? Le PRU peut-il faire levier ou accompagner le développement durable des sites considérés ? Comment une démarche d'Agenda 21 peut-elle favoriser un rapprochement entre rénovation urbaine, cohésion sociale et développement durable ?

En vue de renforcer la capacité des acteurs à se saisir des enjeux croisés du développement durable et de la rénovation urbaine, le Pôle de ressources proposera à 3 sites en rénovation urbaine intéressés, un cycle d'ateliers de travail prenant la forme d'un accompagnement

collectif à l'action, à partir des propres projets des participants et de leur vision des situations locales. Le parti pris des ateliers sera de se fonder sur l'analyse et l'interpellation des projets de rénovation urbaine menés par les collectivités participantes, afin de pointer les forces et faiblesses des projets, et les pistes de progression possibles. Les collectivités participantes accueilleront, chacune, un atelier qui traitera de façon spécifique de leur PRU, et plus précisément d'axes thématiques qui auront été retenus au regard des attentes de l'équipe PRU et des enjeux de territoire. À l'issue de la démarche, ce travail d'accompagnement « par site et inter-sites » aura permis de développer 3 études de cas dont les résultats pourront servir à l'ensemble des collectivités engagées.

Cette démarche a été menée en 2010 avec les collectivités de Deuil-la-Barre, Fosses et Gonesse. Au regard de l'intérêt manifesté par les acteurs et des résultats produits, le Pôle de ressources a souhaité renouveler la démarche en 2011 avec trois nouveaux sites en PRU du Val d'Oise.

Date ou période envisagée : année 2011

Nombre d'ateliers : 4 à 5

Publics : équipes PRU et développement durable

Territoires : 3 collectivités du Val d'Oise (non encore déterminées)

Médiation sociale et accès au(x) droit(s)

Options d'intervention retenues

Créé en 2000, le dispositif Adultes-relais vise à améliorer, à travers des missions de médiation sociale et culturelle notamment, les relations entre les habitants et les services publics, ainsi que les rapports sociaux développés dans les espaces publics et collectifs. Au regard des enjeux de plus en plus prégnants de professionnalisation des acteurs de la médiation, et par ailleurs de la durée limitée des contrats considérés, un appui aux professionnels bénéficiaires de ce dispositif s'impose, dans le cadre notamment de démarches d'accompagnement individuel et collectif.⁸ À cet effet, le Pôle de ressources conduira, compte tenu des observations évoquées ci-dessus, des activités de qualification et de mise en lien des professionnels adultes-relais. Objectif général : renforcer leur champ de compétences dans leur fonction actuelle, et en vue le cas échéant, de perspectives d'évolution professionnelle.

Par ailleurs, des actions d'appui seront également proposées en direction, plus largement, de l'ensemble des acteurs de la médiation sociale et de l'accès au(x) droit(s), dans un objectif de renforcement des pratiques et de compréhension des problématiques sociales à l'œuvre dans leurs territoires d'intervention.

Actions

1. Groupe d'échanges de pratiques des médiateurs adultes-relais

Le Pôle de ressources continuera d'animer le groupe d'échanges de pratiques initié début 2009. Ce groupe, qui a vocation à être un espace de partage et de réflexion collective « entre pairs » sur la fonction de médiation, répondra aux objectifs suivants : croiser les différents domaines

⁸ Une cinquantaine de professionnels adultes-relais sont en poste dans le Val d'Oise, de façon très majoritaire dans le secteur associatif.

dans lesquels est menée une activité de médiation, pour enrichir les connaissances et pratiques de chacun ; créer du lien entre professionnels et structures intervenant dans différents champs de la médiation et différents territoires dans le Val d'Oise ; renforcer les compétences nécessaires à l'exercice des missions de médiation.

Date ou période envisagée : année 2011

Nombre de séances : 3

Public : médiateurs adultes-relais

Territoire : département

2. Accès au droit et autonomie des familles - cycle de qualification

Une recherche-action, menée en partenariat avec l'association AFAVO (Association des Femmes Africaines du Val d'Oise) et achevée en 2008, visait à la réalisation d'un diagnostic permettant de mieux comprendre les conditions de vie des familles issues de l'immigration et les ressources qu'elles mobilisent pour faire face aux nombreuses difficultés qu'elles ont à vivre au quotidien. 4 thèmes d'échanges et de réflexion ont été traités : situation scolaire et école, logement-habitat, santé-access aux soins, titre de séjour-nationalité. Une trentaine de familles a été rencontrée individuellement.

Au-delà de la restitution de ce travail et dans son prolongement, le Pôle de ressources envisage de construire, en 2011, une proposition d'action de qualification en direction des acteurs associatifs et institutionnels concernés, afin de mieux faire connaître les perceptions et réalités vécues par ces familles, et développer des démarches d'accompagnement axées sur l'approche collective et l'autonomisation.

Date ou période envisagée : année 2011

Nombre de séances : 1 jour

Publics : travailleurs sociaux, juristes, enseignants...

Territoire : département

Intervenant : CSTB

3. Appui à une démarche de mise en réseau des écrivains publics val d'oisien

Le Pôle de ressources appuiera, en 2011, une initiative portée par plusieurs écrivains publics val d'oisien, de repérage et de mise en réseau des écrivains publics dans le département. Il s'agira, de réfléchir au positionnement de cette fonction (portée par des professionnels ou des bénévoles) dans les territoires, du cadre et des limites de l'intervention, ainsi que de la place des écrivains publics dans le système d'acteurs local.

Date ou période envisagée : année 2011

Nombre de séances : à définir

Publics : écrivains publics

Territoire : département

Prévention et lutte contre les discriminations

Options d'intervention retenues

La prévention et la lutte contre les discriminations suppose, pour produire des effets d'échelle, une mise en oeuvre massive d'actions de mobilisation en direction de tous les publics (intervenants sociaux, institutions, acteurs économiques, bailleurs sociaux, habitants...), de sorte que le maillage de l'ensemble de ces actions (et de leurs résultats) puisse produire un changement effectif des pratiques. Pour y contribuer, et fort de son expérience accumulée dans ce domaine, le Pôle de ressources a maintenu la prévention et la lutte contre les discriminations comme l'un des axes majeurs de son intervention. L'année 2011 recouvrira des actions pluriannuelles en cours, ainsi que de nouvelles actions en direction de publics et/ou de territoires différents.

Actions

1. Appui au Plan intercommunal de prévention et de lutte contre les discriminations (Est VO)

Depuis 2007, le Pôle de ressources a impulsé et coordonné une démarche intercommunale de lutte contre les discriminations, avec les acteurs des territoires d'Arnouville, Garges-lès-Gonesse, Gonesse, Sarcelles et Villiers-le-Bel. Elle s'est traduite par un projet visant à un meilleur accès au droit des habitants de l'est du département, en renforçant l'offre en matière d'information juridique, la formation et la coopération des professionnels. Au vu des premiers résultats du projet, la démarche s'est structurée en Plan intercommunal de prévention et de lutte contre les discriminations depuis 2009.

Avec le passage au Plan de lutte, le Pôle de ressources a exprimé aux collectivités porteuses sa volonté de se retirer progressivement de la coordination, l'association n'ayant pas vocation à animer sur le long terme un tel dispositif. Ce passage de témoin lui permettra, par ailleurs, d'accompagner la démarche en se concentrant uniquement sur ses missions de ressources et d'appui aux acteurs investis dans le Plan de lutte. Une nouvelle coordination est par conséquent recherchée et devrait être opérationnelle dans le courant de l'année 2011.

S'agissant des contenus d'intervention, le Pôle de ressources poursuivra l'animation des actions relatives aux axes d'intervention suivants :

. *Information et permanences juridiques* : consolidation de l'offre d'information juridique ; espaces d'échanges et de travail communs entre référants des lieux d'information et de permanence relatifs aux discriminations.

. *Engagement interne des collectivités* : conduite d'un groupe de travail intercommunal réunissant les responsables des ressources humaines, en vue d'accompagner la mise en oeuvre de plans d'action au sein des collectivités.

. *Construction de capacités de mobilisation collective des habitants* : conduite d'un groupe de travail réunissant les structures de proximité (centres sociaux, associations locales, MJC...), afin de développer une approche collective de la question discriminatoire en complément de l'approche individuelle / juridique.

. *Mobilisation des acteurs économiques* : conduite d'un groupe de travail sur les stratégies d'action collective à mettre en oeuvre en matière de lutte contre les discriminations à l'embauche et à l'emploi.

Date ou période envisagée : année 2011

Nombre de séances (toutes actions confondues) : 10 à 15

Publics : professionnels et élu(e)s

Territoire : collectivités signataires du Plan de lutte (Est Val d'Oise)

2. Samedi des élu(e)s « La collectivité locale comme cadre pertinent pour lutter contre les discriminations »

Les Samedis des élu(e)s visent à proposer des temps spécifiques d'apports et d'échanges entre élus des collectivités inscrites en Politique de la ville, autour de thèmes directement en lien avec leurs préoccupations. L'objectif de cette séance sera de soutenir les élu(e)s dans leur réflexion et de les outiller pour une mise en action au niveau local.

Quels sont les leviers possibles à l'échelle locale, en interne à la collectivité ou dans un projet territorial ? Comment impulser une dynamique volontariste et la rendre visible tant auprès des habitants que des acteurs locaux ? Sur quels éléments de connaissance fonder son action ? Comment soutenir les victimes de discriminations ?

Date ou période envisagée : 29 janvier 2011

Nombre de séances : 1 (possiblement prolongée par une deuxième séance en cours d'année)

Publics : élu(e)s des collectivités en Politique de la ville

Territoire : département

3. Lutte contre les discriminations et pratiques professionnelles - cycle de qualification

Après l'organisation de plusieurs cycles de qualification sur cette question entre 2000 et 2005, le Pôle de ressources avait ensuite diversifié ses modes d'intervention, considérant la nécessité, suite à cette première phase de qualification initiale des acteurs, de se recentrer sur l'accompagnement de démarches portées localement par les territoires.

Aujourd'hui, il apparaît utile, compte tenu du turn-over naturel des professionnels val d'oisiens, des évolutions constatées des politiques publiques en la matière, et des enjeux que la lutte contre les discriminations continuent de représenter pour les territoires en Politique de la ville, de proposer un nouveau cycle de qualification qui puisse ré-aborder en 2011 la question, au regard notamment des enseignements tirés de ces dernières années.

Date ou période envisagée : année 2011

Publics : acteurs de la Politique de la ville et du développement social urbain

Territoire : département

Associations et développement social territorial

Options d'intervention retenues

De nombreuses associations val d'oisiennes participent aux divers espaces d'échanges, de débats et de qualification que le Pôle de ressources propose régulièrement (cycles de qualification, Petits-déjeuners du Pôle, journées thématiques, ateliers, Rencontres Observations et territoires...). Parallèlement, le Pôle de ressources mène, depuis plusieurs années, des actions spécifiques de soutien des acteurs associatifs impliqués dans la Politique de la ville et le développement social urbain. Objectifs : renforcement des connaissances et appui à la réflexion liés à la compréhension des politiques publiques, à l'environnement dans lequel les associations évoluent et au rôle qu'elles sont amenées à jouer en matière de développement social des territoires ; accompagnement à la mise en oeuvre de dynamiques locales (information, formation, contribution au montage de projets...).

Actions

1. Environnement local et méthodologie de projet appliquée - ateliers

Des actions d'appui conjointes sont envisagées entre le Pôle de ressources et le Centre de services aux associations (CSA) du Val d'Oise, auprès des associations pour lesquelles le CSA dispense des formations de base relatives à l'administration d'une association (élaboration de statuts, comptabilité, responsabilités...). L'objectif de ces actions conjointes, et donc complémentaires à ces formations, sera de renforcer ces associations dans : leur connaissance de la Politique de la ville et du développement social urbain ; leur connaissance des acteurs locaux, au regard notamment des systèmes de contraintes auxquels ces derniers sont confrontés (collectivités, institutions...) ; la méthodologie d'évaluation appliquée à leurs projets inscrits en Politique de la ville.

Date ou période envisagée : avril et octobre 2010

Nombre de séances : 2

Publics : petites associations de quartier

Territoire : département

2. Expérimentation sur les modes de coopération locale entre associations et institutions

Pourquoi l'association constitue un acteur incontournable du développement social territorial ? Quels sont ses apports spécifiques ? Comment faire valoir plus fortement ses contributions ? Sur quelles bases ? Définies avec qui ?

À l'initiative du Pôle de ressources, un groupe d'associations valdoisiennes, de différents champs sociaux, tailles et territoires d'intervention⁹, ne représentant qu'elles-mêmes, s'est réuni pendant plus d'un an pour tenter collectivement d'apporter des éléments de réponse à ces questions, et aux diverses interpellations qu'elles recevaient individuellement, quant à leur positionnement et action. Non pour se justifier, mais pour expliquer la complexité et la singularité de l'action associative, rendre plus lisible sa capacité d'expertise, partager la difficulté de sa représentativité... Par la suite, le groupe a souhaité ouvrir et élargir le débat à

⁹ Le groupe est composé, en 2011, des associations Accueil et Culture, APCE 95, Aquarel, Collectif Fusion, CPCV, Loginter, ainsi que du Pôle de ressources (initiation et coordination de la démarche).

d'autres associations, aux élus et administrations concernés par l'action associative dans le Val d'Oise, dans le cadre d'une Journée organisée en juin 2009.

Étape suivante de ce cheminement, le groupe a proposé d'engager en 2010-11, sur un territoire communal du Val d'Oise donné, un projet d'expérimentation visant à un renouvellement des modes de coopération entre associations et institutions.

Objectifs : (1) mettre à plat l'état actuel des relations entre associations et institutions. Parmi les objets possibles d'exploration : espaces et modes de concertation existants concernant la définition des priorités de l'action publique locale, les projets associatifs, de territoire ; approches et procédures actuelles de financement dans leurs orientations et leur mise en œuvre (modes de décision, cheminements administratifs, suivi, critères d'évaluation...) / (2) dégager collectivement des axes d'évolution des cadres de coopération puis les traduire de manière opérationnelle, puis les expérimenter in situ / (3) tirer des enseignements et définir des conditions d'essaimage, à partir de l'expérience locale.

Cette démarche d'expérimentation, dans le cadre d'un processus progressif de mobilisation, réunira des associations et institutions (Ville, Conseil général, État...) intervenant sur le territoire communal sélectionné, afin de travailler ensemble sur les conditions d'évolution des modes de concertation, les dynamiques à mettre en œuvre, et les outils à construire.

Date ou période envisagée : année 2011

Nombre de séances : 8 à 10

Publics : associations, élu(e)s, administrations

Territoire envisagé : Garges-lès-Gonesse

Intervenant : ADELS

Participation et place des habitants dans la Politique de la ville

Options d'intervention retenues

Alors que la participation des habitants constitue depuis toujours l'un des socles identitaires de la Politique de la ville, en en faisant à la fois une modalité d'intervention et un des effets attendus des processus de transformation sociale des quartiers, les démarches finalement engagées, quand elles existent, sont souvent limitées à un niveau symbolique de la participation. L'intention de bien faire est souvent là, mais l'expérimentation est difficile et se confronte à un certain nombre de difficultés, dont il serait réducteur d'en rejeter l'entière responsabilité sur les acteurs locaux.

Pour conforter, malgré les difficultés, la participation des habitants comme un incontournable de la Politique de la ville, et plus largement du développement social urbain, le Pôle de ressources souhaite conduire un travail spécifique et continu sur ce thème, afin d'appuyer les démarches existantes et pouvoir susciter, sans cesse, de nouvelles expérimentations.

1. Démocratie participative - ateliers d'échanges et de présentation d'expériences

Ces ateliers seront centrés sur une approche opérationnelle de la démocratie participative, à partir de la présentation d'expériences val d'oisiennes, d'autre(s) département(s) et pays européens, de leur mise en débat et de l'analyse des principaux enseignements utiles pour l'action (enjeux, conditions de réussite...). Les pratiques ainsi analysées porteront sur des

projets, démarches et politiques engagés par des collectivités territoriales, des associations et/ou groupes d'habitants.

Date ou période envisagée : année 2011

Nombre de séances : 2

Publics : équipes Politique de la ville, associations, élu(e)s

Territoire : département

2. Contribution à l'élaboration d'un rapport sur l'état des quartiers de la Politique de la ville, à partir de la parole et l'expertise des habitants - partenariat Féd. dptale des centres sociaux

Dans le cadre d'un partenariat engagé entre la Fédération nationale des centres sociaux et socioculturels et l'association des directeurs des centres de ressources de la Politique de la ville - Question de ville -, un projet d'édition d'un rapport sur « l'état des quartiers » réalisé à partir du recueil de la parole et de l'expertise des habitants sera conduit en 2011-12. Objectifs : éclairer les acteurs des quartiers et les décideurs des politiques publiques ; relever l'évolution de telle ou telle problématique ; pointer l'apparition de nouveaux phénomènes.

Dans la traduction locale de l'élaboration de ce rapport de portée nationale, le Pôle de ressources et la Fédération départementale des centres sociaux et socioculturels du Val d'Oise mèneront ensemble, et en lien avec trois centres sociaux val d'oisiens, une démarche de concertation avec des groupes d'habitants. La production tirée de ce travail collectif constituera un des matériaux de réalisation du rapport national prévu pour début 2012, et un support de travail à l'échelon local pour le Pôle de ressources et la fédération départementale.

Date ou période envisagée : année 2011

Nombre de séances : 9

Publics : habitants de quartiers de la Politique de la ville

Territoire : 3 villes du Val d'Oise

Jeunesse

Options d'intervention retenues

Bien souvent, les jeunes sont perçus comme une source d'inquiétude plutôt que comme une ressource. La tentation est alors grande pour les acteurs publics de les catégoriser afin de mieux cerner leurs difficultés et leurs besoins. Si cette approche a permis, avec plus ou moins d'efficacité, la mise en place de politiques publiques sectorielles et territoriales en direction de la jeunesse, elle conduit également à enfermer de nombreux jeunes dans des catégories stigmatisantes bâties sur la figure médiatique du jeune « à problème ».

Au regard des enjeux et des difficultés rencontrées par les jeunes dans les territoires en Politique de la ville, le Pôle de ressources a démarré, en 2010, un travail spécifique pour, avec les acteurs concernés, réinterroger les grilles d'analyse des problématiques jeunesse, ainsi que les modes d'intervention qui visent à y répondre. Ce travail sera poursuivi et amplifié en 2011.

Actions

1. Politiques et actions locales en matière de jeunesse - groupe de travail

Le Pôle de ressources a proposé, dans le cadre de son programme d'action 2010, un cycle de qualification sur les politiques locales en matière de jeunesse. Dans le prolongement de ce premier temps de qualification, il est proposé de créer, en 2011, un groupe de travail qui aurait pour vocation d'approfondir et d'échanger, à partir de l'expérience et des pratiques des structures participantes, les problématiques repérées lors du cycle de qualification.

Date ou période envisagée : année 2011

Nombre de séances : 2

Publics : collectivités locales, associations, institutions

Territoire : département

2. « La place des jeunes dans les structures de proximité » - groupes de travail et journée départementale (partenariats FDMJC 95 et Fédération des centres sociaux du Val d'Oise)

En octobre 2010, une Journée d'échanges portant sur la place des jeunes dans les structures de proximité, a été organisée par les Fédérations départementales des MJC et des Centres Sociaux et Socio-culturels, et le Pôle de ressources.

Dans le prolongement de cette Journée, deux groupes de travail sont envisagés en 2011 autour de deux questions apparues comme centrales lors des ateliers de la Journée d'échanges : la question du projet de structure (de qui et pour qui, avec quelles finalités et méthodes) et la question de la place des structures dans les territoires.

Les travaux tirés de ces groupes inter-réseaux seront ensuite restitués et mis en débat dans le cadre d'une deuxième Journée départementale d'échanges prévue en octobre 2011, à destination des structures des réseaux, mais également des collectivités territoriales et de l'État.

Date ou période envisagée : année 2011

Nombre de séances : 3 (groupes de travail) et 1 (journée départementale)

Publics : MJC, centres sociaux, services jeunesse de collectivités, institutions

Territoire : département

Culture

Options d'intervention retenues

L'intervention culturelle dans son rapport à la Politique de la ville est complexe et multiforme, poursuivant des démarches propres de création artistique et de valorisation du patrimoine, constituant aussi, dans le cadre de rapprochements avec les acteurs de la Politique de la ville, un outil privilégié au service de projets urbains, éducatifs ou sociaux. Bien que le rôle particulier des arts et de la culture dans l'épanouissement et l'enrichissement de chacun, dans les processus de transformation sociale et de revalorisation des quartiers, plus largement dans le développement local d'un territoire, soit sans nul doute reconnu, l'intervention culturelle dans

la Politique de la ville reste timide et souffre d'un certain nombre de difficultés (opposition entre création artistique et animation socioculturelle, formation des acteurs, place des artistes...).

Au regard de ces constats, le Pôle de ressources a souhaité engager un travail continu et spécifique sur ce thème, avec en filigrane, un enjeu fort - celui de contribuer à conforter la culture comme champ incontournable du développement social urbain -. Ce travail démarré fin 2008 se poursuivra en 2011.

Actions

1. Restitution de la recherche-action « Pratiques culturelles, pratiques citoyennes »

Qu'est ce que recouvre la culture, l'art, pour les habitants des quartiers en Politique de la ville ? Quelles sont les pratiques culturelles qu'ils développent, y compris en dehors du circuit culturel et artistique normatif ? Quels sont les obstacles à l'investissement des programmations culturelles proposées localement ?

Pour répondre à ces questions appliquées au contexte val d'oisien, le Pôle de ressources et l'Université de Cergy-Pontoise (laboratoire Mobilités, Réseaux, Territoires, Environnement) se sont associés pour monter une recherche-action dont le parti pris a été d'aborder la question culturelle à partir des ressources, envies et positions des habitants, envisagées à la fois comme publics et acteurs des dynamiques existantes. Objectifs : mieux appréhender les représentations, les perceptions et les pratiques des habitants dans le domaine de l'art et de la culture ; aider les acteurs locaux à cerner les conditions d'une plus grande appropriation des lieux et événements culturels sur leur territoire ; mobiliser les habitants, contribuer à leur investissement et participation.

Cette recherche ayant été menée à son terme et présentée aux acteurs val d'oisiens fin 2010 à l'occasion d'une Journée d'échanges départementale, l'année 2011 sera le temps des restitutions locales de la recherche, auprès des habitants des sites ayant fait l'objet des enquêtes de terrain.

Date ou période envisagée : premier semestre 2011

Publics : habitants, acteurs de terrain (champs culturel, socio-culturel et Politique de la ville)

Territoire : Ermont, Goussainville, Bezons

Partenariat : Université de Cergy-Pontoise (Laboratoire MRTE)

Actions programmées en cours d'année

1. Petits-déjeuners du Pôle

Les Petits-déjeuners du Pôle sont l'occasion de convier des chercheurs ou chargés d'études à venir présenter leurs travaux récents ou à apporter leur analyse sur un thème donné, en lien avec une problématique transversale de développement social urbain.

Ces rencontres sont conçues comme autant de possibilités, pour les participants, de nourrir leur réflexion, de ré-interroger leurs pratiques et le sens de leur action, de prendre un peu de distance par rapport à leurs engagements au quotidien.

Un Petit-déjeuner du Pôle s'organise habituellement sur une matinée (9h00-11h30), autour de deux temps : un premier temps d'intervention d'un ou deux chercheurs, puis un débat-discussion avec les participants. Parmi les thèmes envisagés : les relations filles-garçons ; villes des nords et villes des suds.

Date ou période envisagée : année 2011
Nombre de Petits-déjeuners : 3
Public : acteurs du développement social urbain
Territoire : département

2. Rencontres Observations et territoires

Les Rencontres Observations et territoires visent, tous les deux mois, à présenter des études et enquêtes statistiques départementales et régionales susceptibles de renforcer la connaissance territoriale des acteurs du Val d'Oise.

Ces temps de présentation, volontairement courts, traitent, au fil des rencontres, d'études et enquêtes récentes liées, par exemple, à la situation de l'emploi, de l'insertion, du logement, de la mobilité, de la démographie... Divers organismes spécialisés, départementaux ou régionaux, sont ainsi invités à présenter leurs travaux.

Date ou période envisagée : année 2011
Nombre de Rencontres : 4
Public : acteurs du développement social urbain
Territoire : département

3. Politiques publiques : quelles évolutions ? - cycle d'ateliers

Le Pôle de ressources envisage, compte tenu des nombreuses évolutions intervenues ou à venir dans le paysage institutionnel et dans les politiques publiques, un cycle d'ateliers portant sur la connaissance et la compréhension de ces évolutions, et des effets pour les acteurs du développement social urbain du Val d'Oise. Parmi les thèmes envisagés : la révision générale des politiques publiques (RGPP), la réforme des collectivités territoriales, la réforme fiscale, le Grand Paris...

Date ou période envisagée : année 2011
Nombre de séances : 2 à 3
Publics : acteurs du développement social urbain
Territoire : département

4. Actions à dimension régionale

À l'instar de ces dernières années, le Pôle de ressources, Profession Banlieue (Seine-Saint Denis), LE CRPVE (Essonne) et le Pole ressources de la DPVI (Paris) proposeront aux acteurs franciliens une journée d'échanges et de réflexion sur un thème de portée régionale (*en cours d'élaboration*).

Par ailleurs, d'autres projets d'actions sur ce thème sont, à la date de réalisation de ce document-programme, en cours d'élaboration.

5. Appui aux initiatives locales

Le présent document ne rend pas compte de la totalité des interventions qui seront réalisées par le Pôle de ressources en 2011. Devraient être rajoutées, outre les actions non prévues au moment de la rédaction du programme, diverses démarches d'appui aux initiatives locales, ainsi que les interventions ponctuelles que sera amené à conduire le Pôle de ressources tout au long de l'année (participation à des tables rondes, comités de pilotage ou divers groupes de travail...).

Information et documentation

1. Service Info-doc

Le service Info-doc traite l'ensemble des demandes spécifiques formulées par les acteurs de la Politique de la ville et du développement social urbain (demandes téléphoniques ou par internet). Ces demandes renvoient, le plus souvent, à un travail de recueil et de synthèse d'informations, de repérage d'expériences, de personnes et de lieux-ressources.

Ce service, dans son fonctionnement, s'appuie sur les acteurs du Val d'Oise qui, s'ils sont susceptibles d'être demandeurs d'informations, sont aussi producteurs de ressources, et privilégie le partenariat avec d'autres lieux ressources.

2. Centre de documentation

Le Pôle de ressources dispose d'un espace documentaire qui rassemble sur la Politique de la ville et le développement social urbain (DSU), des données départementales, des éléments d'expérience, des dossiers thématiques, des ouvrages conceptuels ou méthodologiques...

3. Lettre mensuelle d'information Résonances

Diffusée à près de 2 000 exemplaires, elle se fait notamment l'écho de l'actualité de la Politique de la ville sur le plan national, départemental et local, et accorde une part importante à la valorisation des initiatives et expériences locales (qu'elles soient portées par des acteurs associatifs ou institutionnels).

4. Site internet www.poleressources95.org

Le site internet réunit des éléments d'actualité portant sur les thèmes traités par le Pôle de ressources, informe sur les actions et projets en cours, apporte des éléments de présentation du Val d'Oise et de ses enjeux, regroupe des fiches d'expériences, propose le téléchargement des publications du Pôle de ressources...

Publications

À l'issue des actions de qualification qu'il propose, le Pôle de ressources produit des dossiers et synthèses, ayant une fonction de mémoire et de capitalisation. Ce type de production croise et synthétise propos de chercheurs, d'experts, d'acteurs du département, apports conceptuels et méthodologiques, présentation et analyses d'expériences, ressources documentaires.

Par ailleurs, certaines autres actions développées se traduisent par l'élaboration collective ou l'appropriation d'outils (référentiels, guides, kits...) visant à appuyer, de manière très opérationnelle, les acteurs dans leur pratique professionnelle.

Production de publications programmées à partir d'actions réalisées en 2009 et 2010

- . Penser l'égalité, agir contre les discriminations » (séminaire)
- . La culture, une dimension à part entière de la Politique de la ville (CQ et ateliers)
- . Petit-déjeuner du Pôle « La fabrique des politiques publiques »
- . Petit-déjeuner du Pôle « Démocratie participative, impératif délibératif et empowerment
- . Quelle politique locale de la jeunesse aujourd'hui ? (CQ)

Production de publications programmées à partir d'actions réalisées en 2011 (à compléter)

- . Précarité(s) et souffrances psychosociales (CQ)
- . Parcours de familles et action du PRE (groupe de travail)
- . Lutte contre les discriminations (CQ)
- . Politiques et dispositifs emploi-formation-insertion (CQ)
-

Ville et cohésion sociale - ateliers permanents

Aux côtés des divers et multiples espaces de travail thématiques proposés, le Pôle de ressources souhaite initier un nouveau rendez-vous qui s'affranchisse des thèmes et formats habituels, pour se donner la possibilité de repenser et réinterroger les fondamentaux de la Politique de la ville, pour approcher de nouvelles façons d'appréhender le territoire et les enjeux de développement social urbain.

À l'image d'un « laboratoire d'idées », ces ateliers permanents viseront à se départir des logiques de sectorisation entre notamment l'urbain, le social, l'économique et le culturel, pour fédérer les idées et échanges autour d'une seule ambition partagée, la ville (ou l'intercommunalité), en tant que territoire de fabrication de cohésion sociale.

Au regard de la multiplicité des définitions existantes de la cohésion sociale (triptyque appartenance-attractivité-agrégation, capacité d'agir ensemble, solidarité, répartition juste des résultats...), l'objectif sera de mettre au travail les différentes manières qu'ont les professionnels et les chercheurs d'aborder et appréhender la ville. Autour de points d'entrée spécifiques et variés, des urbanistes, architectes, aménageurs, travailleurs sociaux, acteurs éducatifs et socioculturels, entrepreneurs, économistes, chercheurs... viendront ainsi « partager et discuter la ville et ses différents usages », afin de mieux se comprendre, et in fine ré-alimenter les pratiques de la ville, territoire de cohésion sociale.

Présentation du principe des Ateliers permanents

Pour préciser la démarche globale et les points d'entrée des différents ateliers, un comité de pilotage sera créé, composé, outre du Pôle de ressources, de professionnels et chercheurs valdoisiens et franciliens. 2 ateliers seront organisés en 2011. Ils seront ouverts à tous les acteurs du Val d'Oise en lien avec le Pôle de ressources. Ils pourront, en fonction des points d'entrée, se présenter sous des formats différents : échanges directs entre participants, interventions et débat, visites urbaines...

Date ou période envisagée : année 2011

Nombre de séances : 2

Public : acteurs du Val d'Oise

Territoire : département

Pôle de ressources, janvier 2011